Ça bouge en Grèce – 2

Le 04-12-2020

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Par le Parti de la démondialisation

Le 4 décembre 2020

Nous publions l'appel à la formation d'une alliance politique de quatre organisations grecques. Cette coalition d'organisations souverainistes grecques dénonce l'occupation économique et le démantèlement du pays par les politiques de l'Union européenne.

En Grèce, comme en France, les décennies de politiques d'austérité de l'Union européenne portent leurs fruits toxiques, remettent en cause la souveraineté nationale et l'existence même du pays

Appel à la formation d'une alliance politique

Malgré l'auto satisfaction du gouvernement sur la pseudo-sortie des mémorandums, notre pays vit sa 11e année sous la domination des prêts, des mémorandums, d'une lourde oppression politique et de l'occupation économique. Par ailleurs, la gestion irrationnelle de la pandémie par notre gouvernement a donné le coup de grâce à la vie en société, tant sur le plan sanitaire, que sur le plan économique et social.
En cédant aux puissances économiques étrangères, la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale sont remises en question et l'Etat s'offre aux politiques expansionnistes de ses voisins, des États-Unis et de l'Union européenne.
Nous assistons littéralement au démembrement douloureux du pays et à l'effondrement national. Face à cette situation il n'y a que deux options. Soit la Grèce et son peuple renaîtra, en tant que collectif organisé et unifié, soit elle mourra de mort lente et douloureuse.
Pleinement conscients de cette situation, l'AKEP, DIKKI, l'EPAM, AKKEL* ainsi que des personnalités indépendantes, prennent l'initiative d'une action collective ayant pour objectif la mise en place d'une structure d'alliance politique ouverte à tous les collectifs, groupes et personnes, qui s'accordent sur les trois objectifs fondamentaux suivants :
1. Le renversement du régime catastrophique ''d'occupation par voie de mémorandums'' de la Grèce, qui menace désormais l'intégrité du territoire et l'existence même de notre pays.
2. Le recouvrement de notre indépendance nationale, de la souveraineté de l'État et de l'autodétermination du peuple grec, en renversant le régime de soumission imposé par l'Union européenne et l'OTAN à la Grèce et à Chypre.
3. Le rétablissement de la démocratie pour le peuple, supprimée par l'usurpation de la souveraineté populaire au bénéfice des prêteurs étrangers et de la classe dominante grecque.
Face à ce pouvoir et au système dans son ensemble, qui nous conduit fatalement à la destruction, face à l'urgence absolue de créer, ensemble, un pôle de résistance et de reconquête, nous vous invitons à une réunion publique.

Athènes, le 25 octobre 2020

*** Note du traducteur**

AKEP (Mouvement politique autonome révolutionnaire), fondé en juin 1989, est de tendance communiste. Il prône la sortie de l'UE, de l'euro et de l'Otan. AKEP a été, pendant un temps, membre d'Unité populaire (LAE)

DIKKI (Mouvement social démocratique), fondé en décembre 1995 par une scission du « mouvement socialiste panhellénique » (Pasok devenu « Mouvement pour le changement » KINAL). Il prône la sortie de l'UE, de l'euro et de l'Otan. DIKKI a coopéré avec SYRIZA jusqu'en aout 2015 ou il rejoint LAE.

Pour les élections nationales de juin 2019, DIKKI rejoint la coalition électorale EPAM - AKKEL

EPAM (Front populaire unitaire) Créé le 16 juillet 2011, l'Epam rassemble des citoyens, indépendamment de leurs idéologies d'origine, autour d'un programme de salut national. L'EPAM prône la sortie de l'UE et de l'euro.

AKKEL (Parti des éleveurs et agriculteurs grecs) Parti du nord de la Grèce fondé en mai 2014. Lors des élections nationales du 7 juillet 2019, il fonde une coalition électorale avec l'EPAM.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire